

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLY CULTURE, ÉLEVAGE, CULTURES SPÉCIALISÉES,
ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS, VITICULTURE, CUMA ET ENTREPRISES
DE TRAVAUX AGRICOLES ET FORESTIERS
(CHARENTE-MARITIME)
(4 juin 2009)**

■ *Journal officiel* du 28 novembre 2009

**Arrêté du 21 novembre 2009 portant extension d'un accord collectif
de prévoyance concernant les salariés non cadres des exploita-
tions agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées,
d'élevages spécialisés, de viticulture, des coopératives d'utilisa-
tion de matériel agricole et des entreprises de travaux agricoles
et forestiers de la Charente-Maritime**

NOR : AGRS0927820A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'accord collectif de prévoyance du 4 juin 2009 concernant les salariés non cadres des exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, d'élevages spécialisés, de viticulture, des coopératives d'utilisation de matériel agricole et des entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 1^{er} août 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application les dispositions de l'accord collectif de prévoyance du 4 juin 2009 concernant les salariés non cadres des exploi-

tations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, d'élevages spécialisés, de viticulture, des coopératives d'utilisation de matériel agricole et des entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur adjoint des affaires financières,
sociales et logistiques,
P. AUZARY

Nota. – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/29, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.